

PA

1217

Bibl. cant. US Kantonsbibl.



1010081022

PA 1217

# CONSTITUTION

DU

## CANTON DU VALAIS

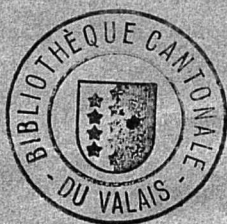
DU 23 DÉCEMBRE 1852.



*Edition officielle.*

STON,

IMPRIMERIE DE D. RACHOR ET C<sup>e</sup>



2438

# CONSTITUTION

DU

## CANTON DU VALAIS,

du 23 Décembre 1852.

---

AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT.

---

### TITRE PREMIER.

*Principes généraux.*

ART. 1<sup>er</sup>. Le Valais forme un Etat souverain, incorporé comme Canton à la Confédération suisse.

La souveraineté réside dans la totalité des citoyens actifs du Canton.

La forme du gouvernement est celle de la démocratie représentative.



PA 1217

ART. 2. La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat ; la loi lui assure son appui.

ART. 3. Tous les Valaisans sont égaux devant la loi.

Il n'y a, en Valais, aucun privilège.

ART. 4. La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi ou arrêté que dans les cas prévus par la loi et selon les formes qu'elle prescrit.

ART. 5. Le droit de pétition est garanti.

ART. 6. La presse est libre.

La loi en réprime les abus.

Ses dispositions ne peuvent être préventives.

ART. 7. Le droit de libre établissement, la liberté du commerce, de l'industrie et des arts sont garantis à tous les Valaisans.

La loi règle l'exercice de ces droits.

ART. 8. L'instruction publique est placée sous la surveillance de l'Etat, sans préjudice des attributions du clergé, quant à l'instruction religieuse.

L'instruction primaire est obligatoire.

ART. 9. Nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

ART. 10. Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu, si ce n'est dans les cas prévus par la loi, et dans les formes qu'elle détermine.

ART. 11. La propriété est inviolable. Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique, ou dans les cas prévus par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité.

ART. 12. Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle irrachetable.

ART. 13. Tout Valaisan et tout Suisse établi dans le canton sont astreints au service militaire.

La loi règle le service militaire et en répartit les charges entre tous d'une manière équitable.

ART. 14. La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.

## TITRE II.

### *Division du Canton.*

ART. 15. Le canton est divisé en districts.

Les districts sont composés de communes.

Un décret du Grand Conseil fixe le nombre et la circonscription des districts et des communes, et en désigne le chef-lieu, les intéressés entendus.

ART. 16. Sion est le chef-lieu du canton et le siège du Grand-Conseil, du Conseil d'Etat et du Tribunal d'appel.

Ces corps peuvent toutefois siéger ailleurs, si des circonstances graves l'exigent.

## TITRE III.

### *Etat politique des citoyens.*

ART. 17. Sont Valaisans :

1<sup>o</sup> Les bourgeois d'une commune du canton ;

2<sup>o</sup> Ceux à qui la naturalisation est conférée par la loi, ou par le Grand-Conseil.

ART. 18. Nul ne peut être reçu bourgeois avant d'avoir été naturalisé valaisan.



Il ne sera plus reçu à l'avenir de ressortissans, ni d'habitans perpétuels.

#### TITRE IV.

##### *Pouvoirs publics.*

ART. 19. Les pouvoirs publics sont :

Le pouvoir législatif ;

Le pouvoir exécutif et administratif ;

Le pouvoir judiciaire.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Pouvoir législatif.*

ART. 20. Le pouvoir législatif est exercé par le Grand-Conseil.

ART. 21. Hors le cas du flagrant délit, les membres du Grand-Conseil ne peuvent être arrêtés ni poursuivis pendant les sessions, sans la permission de ce corps.

ART. 22. Les députés doivent voter pour le bien général, d'après leur conviction. Ils ne peuvent être liés par des instructions.

ART. 23. Les délibérations du Grand-Conseil se prennent à la majorité absolue.

Il ne peut délibérer qu'autant que les députés présens forment la majorité absolue de la totalité de ses membres.

ART. 24. Le Grand-Conseil s'assemble de plein droit, en session ordinaire, le troisième lundi de mai, et le troisième lundi de novembre.

Il se réunit en session extraordinaire, lorsqu'il est convoqué par le Conseil d'Etat.

ART. 25. Chaque session ordinaire est de treize jours continus au plus ; elle pourra toutefois être continuée dans les cas d'une gravité et d'un intérêt majeurs. Le Grand-Conseil en délibère.

ART. 26. Les séances du Grand Conseil sont publiques.

Il se forme en comité secret lorsque les circonstances l'exigent.

ART. 27. Le Grand-Conseil nomme dans son sein, à la première session ordinaire de chaque année, son président, deux vice-présidents, deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande, et deux scrutateurs.

**ART. 28.** Le Grand Conseil nomme dans son sein ou en dehors, les membres du Conseil d'Etat et du Tribunal d'appel du Canton. Il choisit parmi eux le président et le vice-président de chacun de ces corps.

**ART. 29.** Le Grand Conseil a les attributions suivantes :

- 1° Il vérifie les pouvoirs de ses membres et prononce seul sur la validité de leur élection ;
- 2° Il accepte, amende ou rejette les projets de loi ou de décret ;
- 3° Il accorde la naturalisation ;
- 4° Il exerce le droit d'amnistie, le droit de grâce et de commutation de peine ;
- 5° Il examine la gestion du Conseil d'Etat ;
- 6° Il fixe le budget, examine et arrête les comptes de l'Etat, ainsi que l'inventaire de la fortune publique.

Le budget et les comptes sont rendus publics ; le règlement fixe le mode de cette publication ;

- 7<sup>o</sup> Il fixe le traitement des fonctionnaires publics, et la somme nécessaire pour les employés du Conseil d'Etat.
- 8<sup>o</sup> Il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales et les emprunts pour le compte de l'Etat ;
- 9<sup>o</sup> Il fait les concessions de mines et en autorise le transfert ;
- 10<sup>o</sup> Il conclut les traités avec les cantons et avec les Etats étrangers, sans préjudice des dispositions fédérales sur la matière.
- 11<sup>o</sup> Il nomme aux bénéfices et Dignités ecclésiastiques dont la repourvue appartient à l'Etat ;
- 12 Il nomme les députés au Conseil des Etats à chaque session de mai ;
- 13<sup>o</sup> Il nomme, sur la proposition du Conseil d'Etat, les officiers d'un grade supérieur à celui de capitaine.
- 14<sup>o</sup> Il exerce la souveraineté en tout ce que la Constitution n'attribue pas expressément à une autre autorité.

ART. 30. Le Grand Conseil peut inviter le Conseil d'Etat à lui présenter un projet de loi ou de décret.

Le Conseil d'Etat est tenu de présenter le projet demandé dans le terme qui sera fixé par le Grand Conseil.

Si le Grand Conseil déclare l'urgence d'un projet de décret, le Conseil d'Etat doit le présenter dans la même session.

ART. 31. Les projets de loi et de décret sont soumis à deux débats.

Chaque débat a lieu dans une session ordinaire.

Si l'urgence d'un décret est déclarée, le second débat est ouvert dans la même session.

## CHAPITRE II.

### *Pouvoir exécutif et administratif.*

ART. 32. Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat, composé de cinq membres.

Deux d'entre eux sont choisis dans la partie du canton qui comprend les districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre; un dans celle des districts de Sion, Hérens et Conthey, et deux dans celle des districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey.

ART. 33. Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes :

- 1° Il présente les projets de loi ou de décret ;
- 2° Il est chargé de la promulgation et de l'exécution des lois et décrets, et prend, à cet effet, les arrêtés nécessaires ;
- 3) Il pourvoit à toutes les parties de l'administration et au maintien de l'ordre public ;
- 4° Il dispose de la force armée pour le maintien de l'ordre public, et dans les cas de danger venant de l'extérieur.

Il doit immédiatement informer les députés des mesures qu'il aura prises, et si les circonstances l'exigent, il convoquera le Grand-Conseil.

Ce corps sera immédiatement convoqué, lorsque l'effectif des troupes mobilisées dépassera six cents hommes et lorsque le service durera plus de quatre jours.

Le Conseil d'Etat ne peut mettre sur pied que des troupes organisées par la loi.

- 5° Il entretient les rapports du canton avec les autres Etats et avec les autorités fédérales ;
- 6° Il convoque le Grand Conseil en session extraordinaire, quand il le juge nécessaire, ou

sur la demande, écrite et motivée, de vingt députés ;

7<sup>o</sup> Il nomme les préfets et les préfets substitués, les fonctionnaires, les employés et les agents, dont la Constitution ou la loi n'attribue pas la nomination à une autre autorité, et il peut les révoquer par décision motivée ;

8<sup>o</sup> Il surveille les autorités inférieures et donne des directions sur toutes les parties de l'administration ;

9<sup>o</sup> Il peut suspendre les autorités administratives qui refuseraient d'exécuter ses ordres. Il doit toutefois en référer au Grand-Conseil à sa première session.

ART. 34. Le gouvernement a dans chaque district, pour l'exécution des lois et arrêtés, un représentant, sous le nom de préfet et un préfet-substitut.

ART. 35. Le Conseil d'Etat est responsable de sa gestion ; il en rend compte annuellement.

ART. 36. Les conseillers d'Etat ne peuvent siéger comme membres du Grand-Conseil. Ils pren-

nent part à ses discussions, mais ils n'y ont pas voix délibérative.

ART. 37. Le Contentieux de l'administration sera l'objet d'une loi spéciale.

ART. 38. Pour l'expédition des affaires, le Conseil d'État se divise en départemens.

Un règlement, approuvé par le Grand-Conseil, en fixe le nombre et en précise les attributions.

### CHAPITRE III.

#### *Pouvoir judiciaire.*

ART. 39. Le pouvoir judiciaire est indépendant.

ART. 40. Il y a dans chaque commune un juge et un juge substitut ;

Dans chaque district un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel ;

Toutefois le district de Rarogne peut en avoir deux, l'un pour la partie orientale, l'autre pour la partie occidentale ;

Et pour le Canton un Tribunal d'appel.



ART. 41. En attendant que la loi y ait autrement pourvu, le Conseil d'Etat et le Tribunal d'appel réunis nomment les juges et les juges suppléants des tribunaux de district.

Le président et le vice-président sont choisis parmi les juges par les membres effectifs et les suppléants réunis.

ART. 42. Le Tribunal d'appel est composé de neuf membres : il a cinq suppléants.

Deux de ses membres sont choisis dans la partie du canton qui comprend les districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche ; deux dans celle des districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey, et trois dans celle des districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey.

Le choix des deux autres et des cinq suppléants est libre.

ART. 43. La loi pourra changer ou modifier le nombre et l'institution des tribunaux dont l'organisation et la compétence sont, en attendant, maintenues.

## TITRE V.

### *Régime de district et de commune.*

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Conseil de district.*

ART. 44. Il y a dans chaque district un Conseil de district.

Le conseil de la commune nomme dans son sein, ou en dehors, les députés au conseil du district, à raison d'un sur trois cents âmes de population.

La fraction de 501 compte pour l'entier.

Chaque commune a un délégué, quelle que soit sa population.

ART. 45. Le préfet ou son substitut préside le conseil du district avec voix consultative.

ART. 46. Ce conseil veille aux intérêts du district, en règle les comptes et répartit entre les communes les charges que le district est appelé à supporter.

Il prend annuellement connaissance du compte-rendu de l'administration financière de l'Etat.

ART. 47. La loi détermine l'organisation et les attributions ultérieures de ce Conseil.

CHAPITRE II.

*Régime communal,*

ART. 48. Il y a dans chaque commune :

- 1° Une assemblée primaire ;
- 2° Un conseil de commune (municipalité) ;
- 3° Une assemblée des bourgeois,

Sur la demande de l'assemblée des bourgeois, il y aura un conseil bourgeoisial.

ART. 49. L'assemblée primaire se compose :

- 1° Des bourgeois ;
- 2° Des valaisans et des suisses, domiciliés dans la commune depuis deux ans ;

Toutefois les citoyens suisses n'y sont admis que pour les affaires fédérales et cantonales, sauf réciprocité.

ART. 50. L'assemblée primaire nomme le conseil, le président et le vice-président de la commune, le juge et le juge substitut.

ART. 51. L'assemblée bourgeoisiale se compose exclusivement de bourgeois ; elle nomme, s'il y a lieu, ses conseillers dont elle fixe le nombre et délibère sur la réception de nouveaux bourgeois.

ART. 52. Ces assemblées délibèrent, chacune en ce qui la concerne, sur les règlements de police ou relatifs à la jouissance de leurs avoirs ou autres réglemens locaux, sur l'aliénation et l'hypothèque de leurs biens et sur les procès en appel. Elles prennent annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil.

ART. 53. Le conseil de la commune (municipalité) se compose de trois membres au moins et de dix-sept au plus.

Il fait les réglemens locaux et en procure l'exécution ; il nomme ses employés, fixe le budget des recettes et des dépenses et répartit les charges publiques.

ART. 54. Le conseil des bourgeois veille aux intérêts de la bourgeoisie, il en administre les biens, propose à l'assemblée le règlement sur la jouissance des avoirs bourgeoisiaux et rend annuellement compte de sa gestion.

ART. 55. Dans les localités où il n'y a pas de conseil des bourgeois, le conseil de la commune (municipalité) en remplit les fonctions.

ART. 56. Dans les communes qui comptent 400 votans et dont la population n'est pas agglomérée, les assemblées primaires et bourgeoises peuvent voter par sections. Si les sections possèdent des avoirs communs séparés, chacune d'elles peut nommer ses conseillers sans le concours des autres sections. Dans les communes de 800 votans, ce mode de votation est obligatoire.

ART. 57. L'organisation et les autres attributions de ces divers conseils sont déterminées par la loi.

ART. 58. Le Conseil d'Etat exerce la surveillance sur l'administration des communes et des bourgoisies.

Il doit intervenir toutes les fois qu'il y a réclamation de la part d'un intéressé ou de plusieurs.

## TITRE VI.

*Mode d'élection, conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques.*

ART. 39. Les députés au Grand-Conseil sont nommés directement pour chaque district à raison d'un sur mille âmes de population.

La fraction de 501 compte pour mille.

La votation du peuple a lieu dans la commune.

L'élection se fait par district ou par cercle.

L'élection par cercle n'aura lieu qu'à la demande d'une ou de plusieurs communes du même district, présentant la population nécessaire pour avoir un ou plusieurs députés.

Dans ce cas, la formation de cercles indépendans est obligatoire.

**ART. 60.** Le Grand-Conseil, le Conseil d'Etat, le Tribunal d'appel et les tribunaux de district sont soumis à réélection tous les quatre ans ;

Les municipalités, les conseils bourgeoisiaux et les juges de commune, tous les deux ans.

Les présidens et vice-présidens du Conseil d'Etat et du Tribunal d'appel sont soumis à réélection tous les ans.

Le président du Conseil d'Etat n'est pas immédiatement rééligible.

**ART. 61.** Le citoyen valaisan ne peut exercer ses droits politiques avant l'âge de vingt ans révolus.

ART. 62. Nul ne peut voter dans deux communes.

ART. 63. Pour être éligible aux fonctions publiques, il faut être majeur et habile à voter dans les assemblées primaires.

ART. 64. Il y a incompatibilité entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques.

ART. 65. Le service étranger, civil ou militaire, est incompatible avec les fonctions publiques et l'exercice des droits politiques.

ART. 66. Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat ou dans un tribunal :

- 1<sup>o</sup> Père et fils ;
- 2<sup>o</sup> Beau-père et gendre ou beau-fils ;
- 3<sup>o</sup> Frères et frères consanguins ou utérins ;
- 4<sup>o</sup> Beaux-frères ;
- 5<sup>o</sup> Oncle et neveu.

Les incompatibilités prévues aux N<sup>os</sup> 1 et 2 sont aussi applicables aux conseils de commune et des bourgeois.

ART. 67. Les domestiques ne sont admis à voter dans les communes qu'ils habitent qu'autant qu'ils y supportent les charges publiques.

ART. 68. Ne peuvent voter, ni être élus :

- 1<sup>o</sup> Ceux qui sont habituellement à la charge du public, ou des établissemens de bienfaisance ;
- 2<sup>o</sup> Ceux dont l'insolvabilité est constatée par jugement ou par acte de carence, à moins que cet état d'insolvabilité n'ait cessé ou ne provienne de force majeure ou de dettes héréditaires ;
- 3<sup>o</sup> Les interdits, les aliénés, et ceux dont l'état d'imbécillité est notoire ;
- 4<sup>o</sup> Ceux qui sont sous le poids d'un jugement portant infamie, ou qui ont été condamnés pour vol ou pour crime de faux ;
- 5<sup>o</sup> Ceux qui, ayant le moyen d'acquitter la part virile des dettes de leurs ascendans, en auraient répudié la succession.

La loi peut établir d'autres cas d'exclusion.

ART. 69. Le fonctionnaire qui tombe dans un des cas prévus à l'art. 68, est par le fait déchu de ses fonctions.





## TITRE VII.

### *Dispositions générales et mode de révision.*

ART. 70. Le pouvoir exécutif pourvoit à la promulgation des lois et décrets et fixe le jour de leur mise à exécution.

Il ne peut y avoir plus de trente jours d'intervalle entre le jour de la clôture de la session où la loi a été votée et celui de la mise à exécution, à moins que le Grand-Conseil en ait décidé autrement.

ART. 71. Les lois, décrets, arrêtés et règlements non contraires à la présente Constitution demeurent en vigueur, jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

ART. 72. Tout changement à la base du système des finances actuel et toute élévation du taux de l'impôt seront soumis à la sanction du peuple.

ART. 73. La présente Constitution ne préjudicie en rien à ce qui sera arrêté par un concordat réglant les rapports entre l'Eglise et l'Etat.

ART. 74. Toute demande en révision de la Constitution, faite par 6000 citoyens, dans la forme

déterminée par la loi, sera soumise à la décision du peuple réuni en assemblées primaires.

Dans le cas d'affirmative, ces assemblées devront en même temps décider si la révision doit être faite par le Grand-Conseil ou par une Constituante.

Le Grand Conseil peut aussi réviser la Constitution, selon les formes fixées pour l'élaboration des lois, après avoir voté l'opportunité de la révision dans deux sessions ordinaires.

Les modifications apportées par le Grand-Conseil seront soumises à la sanction du peuple.

ART. 75. Les lois sur le Contentieux de l'administration, sur l'organisation des tribunaux et sur l'exercice du droit de libre établissement et sur la liberté du commerce, de l'industrie et des arts seront promulguées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1856.

Donné en Grand-Conseil Constituant, à Sion, le 23 décembre 1852.

*Le Président du Grand Conseil Constituant,*

**CH.-L. DE BONS.**

*Les Secrétaires,*

**Ribordy. — Allet.**



